Rencontre des jours heureux – Paris - 21 novembre 2021
Emploi, pouvoir d'achat
Discours de Fabien Roussel

Merci à toutes et tous montés de toute la France.

Chers amis, chers compagnons de route, c'est ici, ensemble, que débute notre long cheminement.
Cinq mois nous séparent de la présidentielle. 140 jours avant le premier tour. Cinq mois imprévisibles, ouverts, qui nous conduiront jusqu'à l'élection présidentielle puis aux élections législatives de juin.
C'est aujourd'hui que débute cette longue route commune. Et c'est ici, serrés les uns contre les autres - il fait froid dehors mais chaud dans nos cœurs ! - que nous passons un pacte avec la France.

Un pacte pour une France dans laquelle tous les enfants puissent vivre libres et égaux en droit.
Un pacte pour une France qui protège et se projette avec confiance dans l'avenir.
Un pacte pour garantir à chacune, à chacun le même droit à une vie sereine, sécurisée, le même droit au bonheur, au respect, au travail, à la dignité, quels que soient sa classe sociale, son lieu d'habitation, son sexe ou sa couleur de peau !
Nous en avons tant besoin. La France en a tant besoin !

Les temps sont rudes, il ne faut pas le nier. Les motifs de colère sont nombreux, je les connais. L'essence, évidemment, qui a augmenté de 30 centimes par litre par rapport à l'année dernière. C'est 300 euros de plus sur une année. Le gaz, dont le prix a plus que doublé ! Plus largement, les prix des produits alimentaires et de première nécessité, qui ne se cessent de flamber, partout sur le territoire.

Nombreux sont les Français qui souffrent.
Comme en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, dans tous ces départements et territoires d'Outre-Mer qui luttent contre la vie chère en ce moment-même. Je pars demain à leur rencontre entendre la réalité de leur vie dans ces territoires aux histoires, aux cultures si différentes d'ici et tellement méprisées par tous les gouvernements de ces dernières années. Je leur apporterai notre soutien, votre soutien. Solidarité avec nos compatriotes des DOM TOM !

Nombreux sont ceux qui souffrent parmi les retraités, les étudiants, les salariés. Trois ans après les gilets jaunes, nous en sommes toujours au même point. Car depuis, beaucoup de factures ont augmenté, sauf les salaires et les pensions ! À peine quelques euros pour le Smic, mais seulement pour le Smic ! À tel point que les autres salaires qui sont légèrement au-dessus commencent à être rattrapés !
Alors oui, nous nous voulons que ça change, maintenant ! Pas demain, tout de suite.
Nous voulons faire baisser les factures en diminuant les taxes et nous voulons augmenter les salaires et les pensions. C'est vital pour répondre à l'urgence sociale !
C'est la première mesure que nous proposons pour la France : augmenter le **SMIC de 20 %, pour le porter à 1 500 euros net, 1 800 euros brut, dès le printemps 2022.**
Et je le dis : attention aux effets d'annonces des candidats, surtout à droite et à l'extrême droite, de Macron aux Républicains en passant par Le Pen et Zemmour qui proposent tous la même chose : une revalorisation à minima des salaires, mais sans préciser que ces augmentations ne seront pas payées par les entreprises mais par l'État et la Sécurité sociale, donc par nous-mêmes !

C'est avec notre propre argent qu'ils promettent d'augmenter les salaires ! C'est une arnaque libérale. Une de plus !
Augmenter les salaires bruts, voilà la priorité. Et il faut aller plus loin, car quand les prix augmentent, c'est tous les salaires qui doivent augmenter, pas seulement le Smic.

Faites savoir autour de vous, au monde du travail, que dès notre élection, nous **décréterons l'augmentation du Smic mais que nous ferons inscrire dans la loi l'augmentation de tous les salaires en fonction de l'inflation et toutes les branches seront obligées de l'appliquer** !

L'État lui-même donnera l'exemple : nous revaloriserons immédiatement le point d'indice dans la fonction publique, pour que les fonctionnaires, celles et ceux qui font vivre nos services publics, qui sont en première ligne, que nous avons applaudis pendant les confinements, qu'ils aient toutes et tous une augmentation de 30 %.
C'est la moindre des choses, après des années de mépris et de défiance envers les fonctionnaires.
Enfin, depuis le 2 novembre dernier, les femmes de France travaillent gratuitement. Certes c'est une extrapolation, mais elle illustre l'insupportable écart qui sépare encore le salaire des femmes avec celui des hommes dans de nombreuses filières.
C'est une honte. Une honte d'autant plus grande que les métiers les plus utiles socialement, que nous avons soutenus pendant la pandémie, sont très majoritairement des métiers exercés par des femmes et sont les moins bien payés.
J'entends mettre un terme définitif à cette injure faite à la moitié de l'humanité ! Dans le public comme dans le privé, l'égalité salariale femmes-hommes sera une priorité.
Alors je vous l'annonce ici : avec nous, **il ne faudra pas attendre cinq ans pour obtenir cette égalité salariale : elle sera effective dans la fonction publique dans les six premiers mois de mon mandat et je donnerai un an aux entreprises pour la mettre en œuvre**. Et si cela ne se fait pas, l'État nommera un administrateur judiciaire qui aura la charge de le faire à la place de l'employeur !
Dans le même mouvement, nous augmenterons les pensions de nos retraités afin **qu'aucune ne puisse être inférieure à 1 200 euros net ; et nous rétablirons la demi-part des veuves supprimée par Sarkozy puis Hollande.**
Ce sont des mesures de justice sociale !
À toutes celles et tous ceux qui nous disent que ce n'est pas possible, je leur réponds : allez donc vivre, vous, avec 1 000 euros de salaires ou de pensions ! Vous verrez que ce n'est pas possible !
Nous, nous voulons une République sociale.

Nous vivons dans une France qui n'a jamais été aussi riche et qui, malgré cela, a vu ses gouvernements depuis 30 ans se donner pour unique projet de société le maintien des richesses entre les mains de quelques-uns.
En 30 ans, l'État s'est toujours davantage mis au service du capital.
Les exonérations de cotisations sociales, c'est 70 milliards d'euros par an !
Les exonérations fiscales, avec Macron, Hollande, Sarkozy, ce sont 53 milliards par an !
Au total ce sont 123 milliards d'euros par an de cadeaux aux entreprises, aux plus riches !
Répétez ce chiffre, révélez ce chiffre, faites-le connaître partout ! Expliquez aux salariés, aux Français, aux contribuables où va l'argent de leurs impôts !
Dans les poches des actionnaires ! Car cette année, ce sont encore 60 milliards d'euros de dividendes distribués ! C'est ce même capital qui sabre le champagne à la Bourse en ce moment !
Ils n'en ont jamais assez !
Oui, nous disons : rendez l'argent ! Laissez les salariés et les citoyens décider de l'utilisation de cet argent public !
D'ailleurs, Macron a été le serviteur le plus zélé de la finance ! Le président des privilégiés, des riches, nous n'en voulons plus !
Nous voulons l'abolition de ces privilèges, l'abolition du régime spécial du capital !
Nous voulons l'abolition de la dynastie des héritiers qui, parce qu'ils n'ont jamais manqué de rien, pensent que tout leur est dû : les grandes écoles, les grands salaires, les grands logements, la grande vie, quitte à polluer plus que tout autre l'air que nous respirons.
La République des privilèges, c'est fini ! Notre République à nous, c'est la République sociale, basée sur l'égalité des droits et des devoirs !

Notre pacte pour la France que nous voulons sceller avec les citoyens a un objectif simple : éradiquer le chômage et permettre à chacun de travailler, participer à la reconstruction de notre pays, bâtir cette nouvelle société qui a tant de défis à relever : celui de la santé, celui de la jeunesse et celui des seniors, celui de l'éducation et de la culture, celui du climat, celui de l'alimentation. Ces défis, nous voulons les relever avec tous les Français.

Regardons tous les gâchis humains provoqués par la course aux dividendes, par une société organisée, pensée même, autour de la gestion d'un chômage de masse et de la précarité du travail.
Ils ont réussi à faire passer le message, tel un poison, que le travail ne serait qu' *« un coût »*, que l'emploi ne devrait être qu'une variable d'ajustement, et qu'il faut bien s'adapter à un *« marché du travail »* devenu une vraie jungle dans la mondialisation libérale.
Dans ces conditions, pour de nombreux salariés, le travail perd tout son sens. Une exploitation souvent effrénée et une perte de sens si fortes qu'elles conduisent des travailleurs au bord du gouffre, parfois jusqu'au suicide.
C'est cette perte de sens, cette déshumanisation du travail qui poussent des infirmières, des enseignants à démissionner de ces professions pourtant essentielles, pourtant si belles.
Nous proposons donc un nouvel horizon pour la France. Et pour la bâtir, nous posons des questions simples : Dans quelle France voulons-nous vivre ? Pourquoi allons-nous nous lever tous les matins pour aller travailler ?

Nous voulons redonner du sens au travail, où l'intérêt individuel se conjugue avec l'intérêt commun, avec une ambition collective pour la France, au service de l'épanouissement humain et au service de tous les défis que nous devons relever, ensemble, en mobilisant toutes les forces de la nation.
C'est un nouveau projet de société, un projet d'avenir que nous vous proposons de construire. Il mobilisera toutes les forces de la nation, toutes les ressources du pays autour d'une priorité : le bonheur commun, et avec des objectifs affichés : pour la reconquête de nos services publics, de notre industrie, pour la transition écologique, féministe, et pour le progrès social.
Pour répondre à ce défi audacieux, civilisationnel, notre pays a besoin de toutes ses forces, de toutes les intelligences et de tous les savoir-faire. Et c'est pourquoi nous contestons le caractère inéluctable du chômage.
Nous proposons un objectif clair : celui de garantir le droit au travail et à la formation, pour toutes et tous, avec un salaire digne !
Pour certains, c'est le revenu universel, pour nous, c'est d'abord le travail universel qu'il faut garantir, libéré de la surexploitation et du chômage !
Oui, nous voulons révolutionner la conception-même du travail, de l'emploi et de la formation. Une révolution qui prolonge celle de la création de la Sécurité sociale en 1945 par Ambroise Croizat.
Le pouvoir en place, la droite comme l'extrême droite ont pour mot d'ordre : « Travailler plus ! ». **Certains, qui se réclament de gauche, acceptent les licenciements massifs et d'autres théorisent sur la fin du travail et le règne des machines et des robots, avec l'octroi d'allocations qui remplaceraient les salaires.**
Ce n'est pas ma gauche ! Ma gauche, elle, croit au travail, et ne croit pas que l'allocation doit remplacer le salaire. Ma gauche, elle, veut la sécurité d'emploi et de formation !
Les Français ne veulent pas d'allocations, ils ne veulent guère plus de primes éphémères, ils veulent s'épanouir au travail, pouvoir se rendre utiles et avec un salaire décent.
Ce que je propose aux Françaises et aux Français, c'est de garantir le droit universel au travail, qui permettra à chacune et chacun d'alterner tout au long de sa vie périodes d'emploi et de formation, sans perte de salaire.
Oui, il est temps d'éradiquer le chômage et de mettre toutes nos forces au service de l'émancipation humaine, de la France, de la planète et non plus au service de la finance !
Il y a tant d'emplois à pourvoir ! Chaque Français doit pouvoir travailler au développement de nos services publics, à la reconstruction d'une filière agricole, à la réindustrialisation ou à la lutte contre le dérèglement climatique.
Pour y parvenir, nous proposons de créer un grand service public de l'Emploi et de la Formation. Il se substituera à Pôle Emploi et à sa fonction essentiellement cantonnée à la gestion du chômage.
Nous ouvrirons des bureaux d'embauches pour organiser et accompagner les salariés dans leur formation, dans leur mobilité professionnelle, tout au long de leur vie et sans perte de salaire.
Le monde bouge, change et les évolutions professionnelles sont constantes. Le salarié ne doit plus être la victime mais l'acteur.
C'est un grand chantier, qui doit nous permettre de réparer la France, permettre à chacun de retrouver sa place dans la société et garantir à chacun, chacune, à la sortie de ses études, d'être sûr et certain d'avoir accès à un emploi ou une formation, dans le public ou dans le privé.

Et pour cela, nous ne laisserons plus le capital, les actionnaires décider seuls.
Nous ne laisserons plus la finance dicter ses logiques de rentabilité.
Nous fixerons de nouvelles règles au capital et de nouveaux critères d'attribution de l'argent public qui inonde aujourd'hui le monde de l'entreprise.
Nous voulons maîtriser le nerf de la guerre, l'argent, le nerf de l'emploi.
C'est pourquoi, nous nationaliserons la BNP, la Société générale et AXA, compagnie d'assurance bien connue, afin d'avoir les leviers publics pour accompagner les entreprises et peser sur les choix des multinationales.
C'est donc une vraie révolution que nous voulons engager pour transformer notre perception du travail.
Notre droit universel au travail, c'est d'abord une question de dignité. De dignité humaine. Car une vie au chômage, une vie dans la précarité, une vie sous assistance, ce n'est pas la vie que nous voulons. Le travail, avec un vrai salaire, permettant de vivre, d'avoir des liens, une vie sociale, des collègues, ça c'est la vie.
Nous voulons bâtir ensemble une France heureuse, prospère, fraternelle !

Il y a eu les Trente Glorieuses, eh bien nous, nous vous proposons de construire les Trente Heureuses !
Rassemblons-nous autour de cet objectif de bonheur partagé !
Ce pacte pour l'emploi prévoit aussi de **réduire le temps de travail.**
Bien sûr que le Medef va dire que c'est impossible ! Mais en 36, ils trouvaient déjà impensable que des salariés puissent partir en vacances et être payés ! Et nous les avons fait plier ! Qui oserait revenir sur cet acquis social majeur ?
Le progrès social, c'est de poursuivre dans cette voie permise par la révolution technologique, informationnelle ! J'invite Geoffroy Roux de Bézieux à en débattre, projet contre projet ! Et j'annonce que nous mettrons en place **la retraite à 60 ans et nous réduirons le temps de travail à 32 h !**
L'expérimentation menée en Espagne nous montre que cela est possible ! En Grande Bretagne, 40 députés demandent la semaine de 4 jours aussi. Aux États Unis, c'est la Californie qui présente un texte de loi pour passer de 40 h à 32 h.
Portons un projet d'égalité au travail, car il y a du travail pour tout le monde ! Mais pas un travail au rabais, pas un travail qui nous place en situation de pauvreté !
Nous voulons construire une société qui sécurise nos emplois et responsabilise toutes les entreprises.
Fixons-nous 5 ans pour tenir cet objectif et commençons par les jeunes ! Ce sont les premiers touchés par la précarité, par l'ubérisation qui fait tant de dégâts.
Comment accepter que des jeunes, des étudiants n'aient comme seule possibilité pour vivre que d'accepter un travail à la tâche dans les pires conditions, pour des plateformes numériques, en statut d'auto-entrepreneur ?
Un pays qui maltraite ainsi sa jeunesse est un pays qui hypothèque son avenir !
Tous les ans, ce sont 800 000 jeunes qui finissent leurs études et aspirent à travailler : le nouveau service de l'emploi que nous proposons devra se fixer l'objectif de leur garantir à chacun un emploi ou une formation rémunérée. Nous voulons **zéro jeune au chômage dès 2023 !**
Et pour cela nous prendrons deux mesures fortes.
La première est une mesure d'exception : Nous demanderons aux entreprises de réserver 10 % de leurs nouvelles embauches aux jeunes de moins de 25 ans.
La deuxième est que chaque jeune, à l'issue de ses études, aura la possibilité de conclure une convention avec le service public de l'emploi qui lui garantira, s'il ne trouve pas d'emploi, le droit à une allocation égale au Smic à la condition qu'il s'engage à suivre une formation professionnelle de son choix.
J'entends déjà les cris d'orfraie des libéraux, du Medef, des profiteurs de crise, me dire : « Mais votre droit universel au travail, ces mesures que vous annoncez pour les jeunes, c'est le communisme. »
Je leurs réponds : « C'est la République sociale. Et ce n'est qu'un début. Ne soyez pas si pressés ! »

Car notre pacte pour l'emploi passe par la reconquête des services publics.
J'entends à droite celles et ceux qui se font la course à celui qui annoncera le plus de suppressions de fonctionnaires. Quelle honte. La pandémie a tellement fait la démonstration que nos services publics étaient non seulement utiles mais indispensables !
Je veux renforcer l'école, je veux renforcer l'hôpital, je veux renforcer l'accompagnement de nos aînés, des personnes en situations de handicap et garantir la tranquillité publique pour toutes et tous et partout !

Depuis trente ans, tous les gouvernements successifs ont tapé sur les fonctionnaires, fermé des maternités, des classes, des commissariats, des hôpitaux, des tribunaux, des gares, des Postes.
Tous !
Tous ont déshabillé l'État, tous, les uns après les autres, tous, au nom de la lubie libérale et des Traités européens.
Tous ont malmené nos communes et nos départements et leurs services publics de proximité.
Je vais vous poser une question : vivez-vous mieux aujourd'hui qu'il y a 10, 20 ou 30 ans, quand ces maternités, ces classes, ces commissariats étaient encore ouverts ?
La République de l'égalité, je veux la reconstruire en rupture totale avec cet esprit de soumission qui a présidé aux affaires de la France depuis 30 ans.
Voilà les besoins qui s'expriment aujourd'hui :

- 100 000 emplois pour nos hôpitaux
- 100 000 dans les EHPAD publics
- 90 000 enseignants pour garantir une école de la réussite pour tous !
- 15 000 dans la recherche
- 90 000 AESH (Assistant pour les enfants en situation de handicap) pour accompagner nos enfants handicapés à l'école
- Recrutons 30 000 agents du Fisc à Bercy pour lutter contre la fraude et l'optimisation fiscales !
- Recrutons 25 000 magistrats et éducateurs pour renforcer la justice et l'accompagnement des mineurs
- 50 000 ouvriers, techniciens, ingénieurs, sous statut dans l'énergie pour garantir notre mix énergétique !
- Recrutons et formons ces 30 000 fonctionnaires de police de proximité, agents de la paix garants de la tranquillité publique pour toutes et tous ; pour protéger les femmes contre les violences sexuelles !

Vous vous souvenez de François Fillon qui voulait supprimer 500 000 fonctionnaires ?
Eh bien, le résultat de toutes nos rencontres débouche sur tout le contraire ! Pour nous, ce sont 500 000 emplois à créer, à former, à pré-recruter, dans les services publics pour rattraper les retards et garantir l'égalité de toutes et tous !
Nous proposons d'ouvrir ces postes en priorité aux jeunes, dès le bac ou après quelques années d'études. Nous vous rémunérons, à hauteur d'un vrai salaire pendant votre formation et nous vous demanderons de vous engager à travailler pendant 10 ans dans la fonction publique.
Ça c'est un contrat d'engagement, qui respecte les jeunes et qui engage la nation !
On me dira que toutes ces créations d'emplois ont un coût pour la nation. Non, c'est un investissement pour la nation ! Et c'est notre pacte pour la France !
Des médecins, des enseignants, des chercheurs, des ingénieurs, c'est un investissement pour l'avenir ! Des policiers, juges, des éducateurs, des contrôleurs fiscaux, des AESH, des aides à domiciles, c'est un investissement dans la République tout court ! Et on en a besoin !
Et cet investissement, nous le financerons en faisant contribuer le capital et avec un budget de l'État autrement mieux orienté que celui laissé aux mains de l'oligarchie financière.
D'abord, nous récupérerons les 123 milliards d'euros d'argent public par an pour les mettre au service de la nation, de nos services publics, du climat.

Et nous irons chercher de nouvelles recettes.
D'abord, par un triplement de l'ISF. Les 350 000 familles les plus riches avaient en 2017 un patrimoine taxable de plus de 1 000 milliards d'euros : nous en prendrons 15 ! Ils s'en remettront.
Par un impôt COVID exceptionnel concernant les multinationales, au chiffre d'affaires de plus de 250 millions ! C'est un impôt COVID sur les bénéfices au-delà de 500 000 euros (les TPE, les PME en seront exemptées) qui sera doublé pendant deux ans, en 2022 et 2023 : avec moi à l'Élysée, au-dessus de 500 000 euros de bénéfice, c'est 60 % : c'est 6 milliards.

Et pour lutter contre l'évasion fiscale et pour être certain qu'elles paieront, nous mettrons en place le prélèvement à la source des bénéfices des multinationales. Finie la fraude fiscale et ces 80 milliards d'euros qui échappent chaque année à l'impôt !
Au total, nous augmenterons le budget de l'État de plus de 100 milliards d'euros pour répondre au besoin du pays, sans jamais aller prélever les classes populaires et les classes moyennes. Notre budget à nous sera celui de la solidarité et non des inégalités.
Les gros doivent payer gros et les petits doivent payer petit ! Et tout cela pour financer nos services publics et le progrès social !
La République sociale, c'est cela !

C'est aussi comme cela que nous engagerons la transition écologique, si importante pour notre pays.
Mais pour nous, la transition écologique, c'est d'abord changer de modèle économique ! Car ceux qui souffrent le plus de la pollution, des catastrophes climatiques, ce sont les catégories populaires et moyennes, c'est la classe ouvrière !
Oui, la lutte pour le climat, c'est aussi la lutte des classes ! Car ce sont les classes populaires qui souffrent le plus des conséquences climatiques et ce sont les classes les plus aisées qui polluent le plus ! C'est pourquoi nous voulons une révolution sociale et écologique, au service des classes populaires et des classes moyennes.
La transition écologique ne doit pas se faire sans la classe travailleuse. Elle doit se faire, avec elle, pour elle !
C'est notre pacte pour le climat et pour l'emploi !
Et la grande ambition que nous avons pour le pays, c'est d'abord de relocaliser nos productions, de relocaliser notre industrie !
Nos émissions de gaz à effet de serre liées aux importations ont augmenté de 75 % ces 15 dernières années ! Ce sont celles qui progressent le plus. C'est mauvais pour le climat et c'est mauvais aussi pour l'emploi.
Au lieu de délocaliser la production d'automobiles en Chine, de sous-traiter des pièces en Asie, en Europe, dans les pays à bas coût, relocalisons ! Nous avons au moins 1 million d'emplois à reconquérir dans notre industrie !
Je pense aux salariés des fonderies et des sous-traitants qui travaillent pour l'automobile. Les donneurs d'ordre, Renault et Peugeot, continuent de délocaliser dans les pays à bas coûts salariaux. Il faut y mettre un terme.
Notre engagement est clair : plus une seule délocalisation ! Chaque emploi industriel, chaque usine sera placée sous la protection de la République.
Pour nous l'industrie, c'est la vie, c'est l'avenir !
C'est un enjeu économique. À force de tout délocaliser, nous avons perdu non seulement des compétences mais aussi de l'argent : notre déficit commercial, c'est-à-dire la différence entre nos importations et nos exportations, est devenu un gouffre ! Nous n'avons jamais autant importé : 86 milliards d'euros de déficit commercial en 2021 et 95 milliards d'euros en 2022 ! En Allemagne, en Italie, en Belgique, ce solde est positif !
Nous sommes des baudets, à cause de cette finance qui a choisi de délocaliser nos productions.
Produire français, produire en France, c'est toujours notre priorité aujourd'hui !
Protéger le travail, c'est aussi protéger celui du secteur des services aux entreprises, ces PME qui travaillent dans la comptabilité, dans l'informatique, dans les bureaux d'étude, l'ingénierie. C'est 3 millions de salariés. Après l'industrie, ce sont eux qui sont menacés de délocalisation. Avec nous, ils seront protégés et ces activités ne pourront pas être délocalisées.
Protéger le travail en France, c'est aussi protéger nos PME, nos TPE, nos commerçants. Nous voulons les accompagner justement en baissant les charges qui pèsent sur elles. Mais ces charges, pour nous, ce sont les factures de gaz, d'électricité, d'assurance ou de prêt bancaire !
C'est pourquoi, nous créerons une banque publique et une assurance publique à leur service et nous baisserons les taxes sur l'énergie.
Enfin, notre plan pour le climat et pour l'emploi, c'est aussi investir de nouveau dans de grands projets, dans de grands travaux au service du climat et au service du pays, de notre souveraineté, c'est une écologie sociale, positive et pas punitive !

C’est d’abord investir dans des énergies renouvelables et dans le nucléaire, pour augmenter la production d’électricité et pouvoir se passer des énergies fossiles comme le charbon, le pétrole et, à terme, le gaz.
C’est aussi une question de souveraineté, d’indépendance énergétique. Mais l’enjeu c’est surtout d’avoir un service public de l’énergie en renationalisant EDF et ENGIE ! Car pouvoir fixer les tarifs du gaz et de l’électricité, c’est un enjeu essentiel, pour les ménages comme pour les entreprises !
Les grands travaux, c’est investir dans les barrages hydrauliques, pour augmenter notre production d’énergie renouvelable.
Les grands travaux, c’est investir 15 milliards d’euros par an pour rénover et construire 500 000 logements et bâtiments publics par an. C’est urgent pour le climat mais c’est aussi urgent pour répondre à la crise du logement !
Les grands travaux, c’est investir dans la gestion de l’eau, sa distribution et accompagner nos communes pour renouveler leurs réseaux afin de préserver cette ressource indispensable. Et c’est construire un véritable service public de l’eau qui garantira le même tarif pour chaque habitant, qu’il habite Saint-Denis de la Réunion ou Marseille ! Et nous rendrons gratuits les premiers mètres cubes.
C’est engager un vaste chantier de construction de crèches, d’écoles, de lycées et d’universités. Car nous voulons le meilleur système éducatif pour nos enfants.
C’est investir dans des transports non polluants comme le fret ferroviaire et fluvial, les TER, les métros, les trams, en les rendant moins chers !
Fini les cars Macron, bienvenue aux trains Roussel !

Oui, ma France, c'est un plan inédit pour l'emploi et le climat !
Ma France, c'est la reconquête de nos services publics !
Ma France, c’est un droit universel au travail et à la formation !
Et ma France, c’est un virage démocratique inédit, pour redonner le pouvoir au monde du travail et de la création ! Voilà comment nous voulons reprendre le pouvoir à la finance !
Car la violente colère qui traverse notre société est exprimée par des citoyens qui réalisent combien les dés sont pipés, combien la volonté du peuple est régulièrement bafouée.
Si l’on ne comprend pas cela, alors on ne comprend pas la défiance actuelle envers les institutions de la République.
Les Françaises et les Français ont été patients. Quinze ans qu’ils envoient des messages ; quinze ans que, gouvernement après gouvernement, ils constatent le déchirement du contrat social.
Souvenons-nous du NON au referendum européen de 2005 bafoué par l’Assemblée nationale !
Puis est venue 2010 et la Réforme des retraites du gouvernement Fillon : trois millions de Français dans la rue. Et un passage en force pour nous faire travailler plus longtemps.
Puis est venue 2015 et la loi Travail : deux millions de Français dans la rue.
Puis, enfin, a surgi en 2018 le mouvement des Gilets jaunes. ISF, référendum, retraite, CSG ... Les revendications ont été claires, écrites.
Trois ans après, les riches n’ont jamais été aussi riches et les Français se sentent méprisés. Le pouvoir est aujourd’hui concentré au Château de l’Élysée.
Je veux porter devant les Françaises et les Français, à l’occasion de cette élection présidentielle, un pacte de rupture vis-à-vis de cette concentration inédite du pouvoir, concentration dangereuse qui œuvre contre l’esprit de notre République, qui met en danger l’équilibre même de notre démocratie.
Rupture, parce que nous voulons reprendre le contrôle. Reprendre le contrôle du destin de notre nation dans la mondialisation. Reprendre le contrôle de nos vies, nous qui travaillons, nous qui sommes source de toute richesse et sans qui rien n’est possible.
Voici venu le temps de rétablir cette souveraineté – que nous, communistes français, n’avons jamais cessé de défendre. Souveraineté du peuple, souveraineté de la nation et souveraineté des travailleuses et des travailleurs.
Cette souveraineté passera d’abord par la réappropriation de nos moyens de production ! Oui, nous voulons retrouver la maîtrise de nos outils de production !
Nous nationaliserons chaque fois qu’une entreprise stratégique sera menacée et nous créerons un droit de préemption pour les salariés en cas de liquidation de leur entreprise. Car nous voulons donner des droits et des pouvoirs nouveaux aux salariés pour qu’ils puissent participer aux choix de gestion des entreprises, des services publics, et de l’utilisation des fonds publics.

Regardez ce bel exemple avec les salariés d'Ascoval ! Grace à eux, nous avons réussi à empêcher la délocalisation de 40 % de la production en Allemagne, dans une usine à charbon en plus !
C'est la démonstration qu'il faut faire confiance aux salariés et non aux actionnaires, guidés uniquement par la rentabilité !
Les salariés ne seront jamais le problème et toujours une solution ! C'est avec eux, en leur faisant confiance, en les écoutant, en retenant leurs propositions, en leur donnant la possibilité de solliciter des fonds publics que nous réussirons à redresser le pays et tenir nos engagements climatiques.
C'est pourquoi, dès le mois de juin 2022, je demanderai d'abord d'abroger les lois El Khomri et les ordonnances Macron. Nous rétablirons ensuite la primauté de l'accord de branche sur l'accord d'entreprise. Et nous rétablirons les comités d'entreprise en leur redonnant le pouvoir de proposer des projets alternatifs au conseil d'administration. Ils auront aussi un droit de veto sur des décisions qui mettraient en danger les vies humaines ou porteraient atteinte à la dignité humaine. Ils seront garants de la mise en œuvre véritable et sincère de l'égalité salariale et professionnelle femme-homme.
Oui, cette question de la démocratie est au cœur de notre projet. Nous ne voulons plus être mis à l'écart, nous voulons participer.
Le rétablissement de la souveraineté du peuple passera aussi inévitablement par une nouvelle République mettant fin à ce présidentialisme autoritaire et dépassé, en redonnant aux citoyens des pouvoirs d'intervention !
Et nous utiliserons le référendum chaque fois que nécessaire, car nous n'avons pas peur du peuple, nous !
Et à l'heure où la France s'apprête à prendre la présidence de l'Union européenne, nous voulons affirmer qu'il est indispensable de déclarer caducs les traités actuels de l'UE, pour les réécrire dans le sens d'un plus grand respect des peuples pour construire une Europe de nations et de peuples libres, souverains et associés.

Le pacte de stabilité est mort ! Vive le pacte pour le progrès social, pour l'emploi et le climat que nous proposons!
Ce pacte de progrès social, pour l'emploi et le climat, nous voulons le mettre en discussion à l'occasion de cette élection, mais aussi de la présidence française de l'Union européenne.
Pour nous, pour la France, c'est l'occasion de proposer un autre pacte, en y mettant les moyens, comme nous le propose le GIEC : 6 % du PIB européen par an, c'est 900 milliards d'euros de la richesse européenne mobilisées annuellement ! C'est autre chose que les 750 milliards sur 5 ans du plan de relance européen ! Et en demandant à la Banque centrale européenne de le financer directement, comme elle le fait aujourd'hui, mais sans passer par les marchés financiers !
Reprenons le contrôle sur l'argent, jusqu'à la BCE ! Nous voulons une BCE au service de l'emploi, du climat, qui prête avec des critères précis et qui prête aux États, pas aux marchés financiers !
Ce nouveau pacte aura, avec nous, des objectifs visant à relever les défis du 21e siècle : relocalisation des productions en Europe, développement de la Recherche publique, accès à la santé pour toutes et tous, harmonisation sociale et fiscale par le haut, construction d'une Europe de la paix, de la coopération, du dialogue !
Mes amis, chers compagnons de route, c'est aujourd'hui que tout débute.
Rien n'est écrit dans cette élection présidentielle. Rien.
Rien n'est écrit parce que les Françaises et les Français se placent aujourd'hui à distance de ce rendez-vous.
Dans la période politique si particulière que nous traversons, dans cet épais brouillard qui enveloppe la France et qui par certains aspects nous rappelle des heures sombres, je vous demande d'avancer avec conviction.
Avec conviction à la rencontre des Français, dont beaucoup ont perdu confiance dans une certaine gauche qui n'a pas eu le courage d'affronter la finance et qui a divisé notre pays.
Je veux tourner cette page pour contribuer à reconstruire une nouvelle gauche à la hauteur des attentes du monde du travail et de la création, des catégories populaires, des défis de civilisation à relever.
Oui, je veux incarner avec vous une nouvelle gauche, une gauche qui a le courage. Le courage de mener des réformes populaires, de tourner la page avec cette gauche qui a renoncé et qui a tant déçu, le courage de défendre une République laïque et sociale avec ces valeurs universalistes, celles des Lumières, qui ont tant reculé.
Avançons avec clarté, dans un moment où certaines lignes peuvent sembler se brouiller. Oui, clarté.

Je veux participer à construire une nouvelle majorité politique de gauche qui dira ce qu'elle fait, en portant des engagements clairs et ambitieux, et qui fera ce qu'elle dit. C'est le sens du pacte que je propose aux Français et que je propose à toutes les forces de gauche !
Oui, nous tendrons toujours la main, nous continuerons toujours de discuter comme nous l'avons toujours fait.
Et nous ferons tout pour construire ce pacte, jusqu'aux élections législatives pour faire élire le plus de députés communistes, le plus de députés de gauche à l'Assemblée nationale !
Oui nous voulons aussi faire élire une majorité de gauche à l'Assemblée et nous ferons tout pour y parvenir !
Vous pourrez compter sur moi, sur nous, sur notre force collective !

Dans la campagne qui s'ouvre, deux visions de la France s'opposent en réalité.
Il y a, tout d'abord, à droite et à l'extrême droite, ceux qui s'emploient à diviser la société en fonction des origines et couleurs de peau, à exacerber les haines, à installer dans les esprits les poisons du racisme et de l'antisémitisme. Toujours de ce côté-là, ils veulent détruire tout ce qu'il reste des conquêtes sociales du programme du Conseil national de la Résistance.
Cela constitue une attaque violente de la République et de nos droits fondamentaux.
L'autre vision est celle que nous défendons bec et ongles : la France des jours heureux, la France retrouvant le chemin du progrès grâce à des réformes de progrès qui rassemblent notre peuple autour des principes de justice, d'égalité, de démocratie.
Cette France-là, c'est celle de la République sociale, laïque, féministe et démocratique.
La République qui sécurise tous les aspects de l'existence humaine.
C'est donc aussi cette République qui doit faire rentrer dans la réalité quotidienne l'objectif d'égalité entre toutes et tous en ouvrant au pays le chemin d'une véritable transition féministe, en éradiquant le racisme, l'antisémitisme, toutes les discriminations.
La République que nous voulons, c'est celle qui garantisse la liberté de conscience et qui s'oppose à tous ceux qui veulent faire passer les préceptes religieux avant la loi commune.
Mes chers amis, je voudrais terminer en empruntant les mots d'un homme de science, d'un homme de gauche, d'un homme de progrès, ceux du généticien Albert Jacquard. Je voudrais vous les faire partager afin que nous les gardions chacun à l'esprit, ces cinq prochains mois dans cette période politique si particulière : Chaque jour est un jour à construire.
Alors mes amis, à nous de jouer : construisons l'avenir !
Vive les Jours heureux,
Vive la République,
Vive la France !